

Chapitre 6

Quelles relations entre le diplôme, l'emploi et le salaire ?

Les personnes peu diplômées ont plus de risques d'être au chômage. Cependant l'accès à l'emploi dépend en grande partie des diplômes obtenus; mais si le diplôme réduit les risques, il ne les annule pas.

Les jeunes diplômés doivent souvent multiplier les stages et tous n'accèdent pas à des emplois correspondant à leurs compétences car les emplois qualifiés ont augmenté moins vite que le nombre de diplômés (dévalorisation des diplômes).

Le milieu social, parfois défini par le niveau de diplôme des parents, influence les diplômes obtenus par les enfants. Le salaire augmente avec le diplôme, mais d'autres facteurs interviennent (taille de l'entreprise, secteur, origine ethnique, genre).

1 Définir population active

Il ne faut pas confondre les notions de travail et d'emploi. L'emploi désigne toute forme d'occupation rémunérée. La définition du travail est plus large. Le travail s'identifie à l'ensemble des activités humaines intellectuelles ou manuelles, rémunérées ou non, qui sont subordonnées à la production de choses utiles.

Pour l'aristocrate de l'époque féodale, travailler pour subvenir à ses besoins constituait le comble de la déchéance. Dans les sociétés de castes, on confie les métiers «les plus vils» aux intouchables relégués à des situations d'éboueurs, de croque-morts.

« Au XII^e siècle, le travail, c'était la torture-du latin *tripalium*, instrument de torture composé de trois pieux ... Pendant tout le Moyen-âge, travailler voulait dire tourmenter, peiner, souffrir, notamment en parlant d'une femme qui va accoucher » (*La puce à l'oreille* de Claude Duneton, Seuil).

L'INSEE distingue le travail de l'activité, ce qui permet de distinguer les personnes actives et inactives : seront considérées comme actives toutes les personnes exerçant ou recherchant une activité professionnelle rémunérée et déclarée. La population active comprend donc les personnes ayant un emploi (population active occupée) et les personnes en recherchant un (les chômeurs).

La population active occupée regroupe des salariés, des non-salariés (indépendants), des aides familiaux (le conjoint de l'exploitant agricole), des stagiaires ou des apprentis rémunérés.

Parmi les non salariés, on distingue les agriculteurs exploitants, les artisans (moins de 10 salariés), les commerçants, les industriels (plus de 9 salariés), les professions libérales.

Parmi les chômeurs, on distingue les chômeurs de courte durée (moins d'un an au chômage) et les chômeurs de longue durée. La population active dépend de la

population en âge de travailler dans la population totale. La période de vie active est bornée par la législation qui fixe l'âge légal de la scolarité obligatoire et l'âge légal du départ à la retraite.

La population inactive regroupe tous les individus qui n'ont pas d'activité rémunérée et qui ne souhaitent pas en avoir dans l'immédiat. Il s'agit des jeunes en âge préscolaire ou des jeunes scolarisés, des femmes et des hommes au « foyer », des personnes âgées sans activité professionnelle (le plus souvent en retraite). En France, la population inactive est plus nombreuse que celle qui est active.

2 Salaire et productivité du travail

La **théorie du salaire d'efficience** (Stiglitz) est une théorie qui montre que l'entreprise peut avoir intérêt à offrir des salaires plus élevés que ceux du marché pour diminuer le turnover, pour motiver les salariés par reconnaissance envers l'entreprise ou par peur de perdre un salaire élevé en cas de licenciement, et pour attirer les salariés les plus qualifiés. L'employeur peut avoir intérêt à rémunérer ses travailleurs à un niveau supérieur au salaire d'équilibre afin d'augmenter leur productivité. Cette théorie d'inspiration libérale inverse le sens de la relation néo-classique entre productivité et salaire ; c'est le salaire qui détermine la productivité.

3 Qu'appelle t-on politique de l'emploi ?

Le marché du travail est facteur d'inégalités. Le chômage touche les jeunes, les moins qualifiés.

La politique de l'emploi est l'ensemble des mesures prises par l'État à propos du marché du travail et de son fonctionnement, pour réduire et rendre plus tolérable le chômage.

Le travail reste un élément central de l'intégration sociale.

Les politiques de l'emploi recouvrent les instruments spécifiques dont se sont dotés les pouvoirs publics pour améliorer la situation de l'emploi ou atténuer les conséquences du sous-emploi (temps partiel subi ...).

L'OCDE distingue politiques passives et politiques actives : les premières contribuent au maintien du revenu des chômeurs (indemnisation du chômage et préretraites), les secondes visent à augmenter l'offre d'emplois, à former les chômeurs.

4 Transformations de la population active

L'évolution de la population active confirme la poursuite de la salarisation et l'orientation vers les emplois de services. De plus dans l'industrie, le mouvement d'externalisation des activités de services a participé au phénomène de tertiarisation de l'économie.

L'augmentation des qualifications de la population active est également une caractéristique importante, car elle reflète l'orientation de l'emploi vers le travail qualifié. L'utilisation des nouvelles technologies étant un enjeu de compétitivité pour les entreprises, leur maîtrise assure la stabilité de l'emploi des salariés. En

effet, le progrès technique favorise la création d'emplois qualifiés et tend, par les gains de productivité qu'il génère, à détruire des emplois non qualifiés devenus peu productifs. Les salariés concernés sont les victimes de plan de restructuration dans le cadre de la modernisation des entreprises.

5 Notions de chômage

Pour être considéré comme chômeur pour le Bureau international du Travail, il faut remplir trois conditions :

- ne pas travailler ;
- être disponible ;
- avoir effectué récemment des démarches de recherche d'emploi.

Pour Pôle Emploi, on peut avoir une activité réduite : je peux être chômeur et en même temps actif occupé.

On assiste à une multiplication des situations, à la frontière entre le chômage, l'activité et l'inactivité : c'est ce qu'on appelle le **halo** du chômage.

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{chômeurs}}{\text{population active totale}} \times 100.$$

On s'intéresse à la durée du chômage, car plus un actif reste longtemps au chômage, moins il a de chance de retrouver un emploi.

Le chômage ne frappe pas tous les actifs de la même façon, et les inégalités face au chômage sont nombreuses. Il concerne prioritairement les jeunes, les femmes, les personnes peu diplômées ...

Depuis la crise des années 1970, le chômage ne cesse d'augmenter.

Le diplôme protège du chômage et de la durée au chômage mais tous les diplômés ne se valent pas ...

Le diplôme reste un atout sur le marché du travail. Le taux de chômage des non diplômés est nettement supérieur à celui des plus diplômés ; le diplôme permet l'accès à un emploi stable.

Mais la relation entre diplôme et emploi s'estompe en raison du décalage entre le nombre de diplômés et les emplois proposés.

6 Origine sociale et diplôme

On observe de fortes inégalités dans l'obtention d'un diplôme. Bourdieu a souligné l'importance du capital culturel (capital culturel institutionnalisé, objectivé, incorporé).

Les enfants d'ouvriers qui représentent 40 % des élèves de sixième, ne représentent que 8 % des élèves des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) ; à l'inverse 15 % des élèves de sixième sont des enfants de cadres contre 55 % des étudiants de CPGE.

On peut distinguer différentes formes de chômage : un chômage répétitif caractérise les personnes passant fréquemment d'un emploi à des périodes généralement brèves de chômage ; les personnes se trouvant dans cette situation sont

essentiellement des personnes peu qualifiées et occupant des emplois précaires. Le chômage d'exclusion est souvent lié à un chômage de longue durée.

Plus qu'une explication, il faut donc rechercher une conjonction de facteurs pour expliquer la hausse du chômage. Les créations d'emploi sont en partie fonction de la croissance économique mesurée par le PIB.

Mais l'inégalité des chances persiste à l'école. Les enfants des catégories supérieures ont toujours une meilleure réussite scolaire que les enfants des catégories populaires. Comme ces inégalités se cumulent tout au long de la scolarité, c'est au sein des filières longues les plus prestigieuses que les inégalités sont les plus importantes.

55 % des élèves des classes préparatoires sont enfants de cadres ou de professions libérales, tandis que seuls 16 % ont des parents ouvriers, employés ou inactifs.

Dès la maternelle, des inégalités sociales sont bien présentes, particulièrement marquées dans le domaine de la logique verbale.

Au collège, par le biais du choix des options (langues vivantes ou anciennes) ou par l'instauration de « classes européennes » les inégalités s'accroissent, puisque tous les travaux disponibles montrent que l'on progresse plus dans les « bonnes classes » que dans les autres.

Les inégalités quantitatives d'accès aux différents niveaux du système éducatif ont été remplacées par des inégalités qualitatives liées au choix des filières.

Certains sociologues évoquent une **démocratisation ségrégative** pour souligner que la démocratisation de l'accès au bac ne s'est pas faite dans les mêmes séries (bac général pour les enfants de cadres et bac professionnel pour les enfants d'ouvriers).

Dans « *Les héritiers* » (1964) et « *La reproduction* » (1970), **Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron** expliquent les inégalités face à l'école par les différences de dotation en capital économique, mais surtout culturel. La proximité entre la culture de l'école et celle des catégories dominantes favorise la réussite scolaire de ces dernières.

Au contraire, les enfants des catégories défavorisées sont victimes d'une rupture entre culture familiale et culture scolaire et peuvent donc éprouver des difficultés à s'adapter. Leur réussite scolaire est donc plus aléatoire.